



Distr. double

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Septième session

Point 3 (b) de l'ordre du jour

PROJET DE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS  
DE L'HOMME ET MESURES DE MISE EN OEUVRE

Observations concernant les droits économiques, sociaux et culturels  
présentées par le Haut Commissaire pour les Réfugiés

Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés a l'honneur d'attirer l'attention de la Commission des droits de l'homme sur une divergence des textes relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels qu'il a été proposé d'insérer dans le Pacte relatif aux droits de l'homme et que doit examiner le Groupe de travail.

Tandis que les droits définis dans les autres propositions doivent être accordés à tous, la proposition du Danemark (document E/CN.4/542) donne à penser que chacun des Etats parties au Pacte devra assurer les droits suivants à ses ressortissants : droit au travail (article 18 b); droit au repos et aux loisirs (article 18 c); droit à la sécurité sociale (article 18 d); droit aux soins médicaux en cas de maladie (article 18 e).

En n'accordant ces droits qu'aux ressortissants, l'on en priverait par là même les réfugiés qui relèvent de mon Commissariat. Je reconnais qu'il n'est peut-être pas possible de faire bénéficier les réfugiés, sans restriction, de certains droits comme le droit au travail. Par ailleurs, certains autres droits, tels que

le droit au repos, le droit à la sécurité sociale et aux soins médicaux en cas de maladie sont, en fait, accordés dans la plupart des Etats à toutes les personnes et, notamment, à tous les travailleurs, quelle que soit leur nationalité, et j'estime qu'il serait souhaitable, dans le Pacte relatif aux droits de l'homme, de reconnaître ces droits non seulement aux ressortissants mais à tous.

Certains des droits en question doivent, en ce qui concerne les réfugiés, être régis par la convention relative au statut des réfugiés, convention que doit envisager une Conférence de plénipotentiaires au cours de cette même année. Le champ d'action limité de cette convention qui intéresse une seule catégorie de personnes ne rend pas inutile l'insertion, dans le Pacte relatif aux droits de l'homme, de dispositions aux termes desquelles ces droits seraient reconnus à tous, y compris les réfugiés. Il est de la plus haute importance pour les réfugiés qu'ils jouissent de ces droits et j'estime donc que l'exercice ne devrait pas en être réservé aux seuls ressortissants des Etats parties au Pacte. Toutes les fois qu'il est question des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la Charte des Nations Unies (article 1, para. 3; article 13, para.1 (b); article 55 (c); article 62, para.2; article 76 (c) ), il s'agit des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous. La reconnaissance de certains droits aux seuls ressortissants des Etats parties au Pacte pourrait être interprétée comme signifiant que les non-ressortissants, et en particulier les réfugiés, ne doivent pas en jouir. Il y a lieu d'espérer que dans la mesure même où ces droits sont en règle générale déjà accordés à tous, sans considération de nationalité, ils ne seront pas reconnus dans le Pacte aux seuls ressortissants et que, pour les droits qui ne peuvent pas dans tous les cas être accordés sans restriction aux non-ressortissants, comme par exemple le droit au travail, l'on adoptera une formule qui, en définissant l'étendue même du droit en assurera la jouissance à tous, ressortissants et non-ressortissants, y compris les réfugiés.